



Assemblée

Distr. générale
10 mai 2024
Français
Original : anglais

Vingt-neuvième session

Kingston, 29 juillet-2 août 2024

Point 8 de l'ordre du jour provisoire*

**Rapport annuel du Secrétaire général
présenté en application du paragraphe 4
de l'article 166 de la Convention
des Nations Unies sur le droit de la mer**

Mise en œuvre du plan d'action de l'Autorité internationale des fonds marins à l'appui de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Selon la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer¹ et l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982², l'Autorité doit favoriser et encourager la recherche scientifique marine dans la Zone et en coordonner et diffuser les résultats lorsqu'ils sont disponibles. Elle peut également effectuer des recherches scientifiques marines sur la Zone. Elle est en outre chargée de promouvoir l'élaboration de programmes permettant de renforcer les capacités des États en développement et des États technologiquement moins avancés³. Pour s'acquitter de son mandat, l'Autorité doit jouer un rôle moteur au niveau mondial en favorisant la collaboration scientifique afin de faire progresser les connaissances et l'innovation technologique dans le domaine de la recherche sur les grands fonds marins.

2. En 2017, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable⁴. En 2020, l'Assemblée de l'Autorité a concrétisé sa contribution à cet égard en adoptant un plan d'action pour la recherche scientifique marine à l'appui de la

* ISBA/29/A/L.1.

¹ Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, art. 143, par. 2.

² Accord de 1994, par. 5, al. h).

³ Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, art. 143, par. 3.

⁴ Résolution 72/73 de l'Assemblée générale, par. 292.



Décennie⁵. Ce plan d'action, dans lequel sont proposées six priorités stratégiques en matière de recherche, sert depuis lors de cadre et de programme mondial pour la promotion de la recherche sur les grands fonds marins à l'appui des orientations stratégiques approuvées par les membres de l'Autorité dans le cadre du plan stratégique fixé pour la période 2019-2025⁶.

3. L'Autorité contribue notamment à la Décennie en coopérant avec la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), coopération qui a été officialisée par la signature en 2000 d'un mémorandum d'accord visant à promouvoir la recherche scientifique marine dans la Zone⁷.

4. Depuis l'adoption du plan d'action, le Secrétariat a organisé 29 activités pour promouvoir la recherche scientifique sur les grands fonds marins – notamment des ateliers en ligne et en présentiel, des webinaires, des séries d'information et des manifestations parallèles en marge de réunions internationales – auxquelles ont participé plus de 1 000 experts. En outre, 44 partenariats stratégiques ont été établis pour mettre en œuvre le plan d'action, et 19 États membres et l'Union européenne ont apporté leur soutien. Parmi les supports de connaissances élaborés, cinq études techniques ont été publiées⁸.

5. La Commission océanographique intergouvernementale a commandé un rapport en 2023 sur le renforcement de la participation d'ONU-Océans à la Décennie. En tant que membre d'ONU-Océans, l'Autorité a souligné la nécessité d'améliorer la coordination de la mise en œuvre de la Décennie entre les organismes des Nations Unies, compte tenu des cadres et des mandats existants dans le domaine de la recherche scientifique marine.

6. Le Secrétaire général présente chaque année à l'Assemblée un rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan d'action⁹. Le présent rapport fait le point sur les mesures prises pendant la période allant de juin 2023 à juin 2024. En résumé, le Secrétariat a intensifié son action dans ce domaine en organisant 11 activités pendant la période considérée, au lieu de 7 lors de la période précédente. Une feuille de route stratégique sur la gestion des données pour la période 2023-2028 a été présentée, et quatre nouvelles initiatives relevant des priorités stratégiques 2 et 6 en matière de recherche ont été mises en place. Les réalisations seront présentées lors de deux réunions internationales, le Fonds de partenariat a été rendu opérationnel et le Secrétaire général a lancé un appel à l'action pour accélérer la mise en œuvre du plan d'action.

II. Progrès de la mise en œuvre

7. Le présent rapport fait le point sur l'exécution des six priorités stratégiques en matière de recherche fixées dans le plan d'action pour la recherche scientifique marine.

⁵ ISBA/26/A/17.

⁶ Voir www.isa.org.jm/wp-content/uploads/2022/03/Strategic_Plan_Booklet.pdf et ISBA/28/A/18, par. 48.

⁷ ISBA/6/A/9, par. 13.

⁸ Voir www.isa.org.jm/publications/technical-study-28-regional-environmental-assessment-of-the-northern-mid-atlantic-ridge ; www.isa.org.jm/publications/technical-study-29-remote-monitoring-systems-in-support-of-inspection-and-compliance-in-the-area ; www.isa.org.jm/publications/technical-study-30-marine-mineral-resources-scientific-and-technological-advances ; www.isa.org.jm/publications/21773 ; www.isa.org.jm/publications/technical-study-33-potential-interactions-between-fishing-and-mineral-resource-related-activities-in-areas-beyond-national-jurisdiction-a-spatial-analysis.

⁹ Voir ISBA/27/A/4 et ISBA/28/A/8.

A. Priorité stratégique 1 : faire progresser la connaissance scientifique et la compréhension des écosystèmes des grands fonds marins se trouvant dans la Zone, y compris leur biodiversité et leurs fonctions écosystémiques

8. Dans le cadre de cette priorité stratégique, le Secrétariat facilite les activités visant à établir une base de connaissances scientifiques solide propre à soutenir la prise de décision sur la base de l'approche de précaution appliquée par l'Autorité.

9. Trois ateliers ont été organisés pendant la période considérée. En juin 2023, une trentaine de responsables politiques et de scientifiques, dont six représentants de petits États insulaires en développement et deux représentants de pays en développement sans littoral, ont participé à deux ateliers organisés à Kingston par le Secrétariat en collaboration avec la Division des affaires maritimes et du droit de la mer de l'Organisation des Nations Unies. Le premier atelier portait sur les éléments clés de la troisième Évaluation mondiale de l'océan, et le second sur l'amélioration des interfaces science-politiques¹⁰. Dans ce cadre, les experts ont déterminé les éléments clés des moyens d'assurer la durabilité des ressources minérales dans les zones ne relevant pas de la juridiction nationale, à traiter dans la troisième Évaluation mondiale de l'océan. En février 2024, le Secrétariat a organisé à Tokyo, en collaboration avec quatre partenaires japonais, un atelier visant à faire progresser l'élaboration d'un plan régional de gestion de l'environnement pour le secteur nord-ouest de l'océan Pacifique¹¹. Cet atelier a réuni 38 experts de 15 pays. Les nouvelles données environnementales disponibles ont été compilées et synthétisées afin d'actualiser le rapport de données et l'évaluation environnementale pour cette région¹².

B. Priorité stratégique 2 : normaliser et perfectionner les méthodes d'évaluation de la biodiversité des grands fonds marins se trouvant dans la Zone, y compris l'identification et la description taxinomiques

10. Pour mettre en œuvre cette priorité stratégique, l'Autorité a lancé en 2022 l'Initiative pour la connaissance durable des fonds marins, en partenariat avec la Commission européenne, la République de Corée et le Gouvernement français¹³. Cette initiative, qui vise à accélérer la description des espèces, a cinq objectifs : accroître la connaissance de la biodiversité des grands fonds marins et la compréhension de la résilience, améliorer la cohérence de l'évaluation de la biodiversité, produire des données taxinomiques, renforcer les capacités scientifiques dans ce domaine et appuyer la prise de décision à l'échelle mondiale.

11. Lors de la période considérée, deux nouvelles initiatives ont été mises en place. En mai 2023, 10 subventions ont été octroyées à huit institutions de recherche et à deux scientifiques citoyens dans le cadre de la campagne « One Thousand

¹⁰ Voir www.isa.org.jm/news/isa-and-doalos-successfully-conclude-two-international-workshops-in-support-of-the-development-of-the-third-world-ocean-assessment-and-science-policy-interface-capacity/.

¹¹ Le Ministère japonais de l'économie, du commerce et de l'industrie, la Japan Organization for Metals and Energy Security, Deep Ocean Resources Development et le National Institute of Advanced Industrial Science and Technology (Institut national des sciences et technologies industrielles avancées).

¹² Voir www.isa.org.jm/events/workshop-on-the-regional-environmental-management-plan-for-the-area-of-the-northwest-pacific/#BG%20Docs.

¹³ Voir www.isa.org.jm/sski/.

Reasons »¹⁴. Pendant cette campagne (d'ici à la fin de 2024), les scientifiques décriront près de 100 espèces. La constitution d'une liste de contrôle des espèces a été entamée en juillet 2023 en collaboration avec le Registre mondial des espèces marines¹⁵. Cette liste comprend actuellement des données sur 285 espèces de la zone de Clarion-Clipperton. La cohérence de l'évaluation de ces espèces du point de vue de la biodiversité s'en trouvera renforcée.

12. En outre, le Secrétariat a organisé deux ateliers scientifiques en collaboration avec le Ministère des océans et de la pêche de la République de Corée et l'Institut national coréen de la biodiversité marine. Le premier atelier, qui s'est tenu au Viet Nam en octobre 2023, portait sur l'amélioration du partage de données et l'établissement de meilleures pratiques en matière de normalisation¹⁶. Il en a résulté une amélioration de l'interopérabilité des données stockées dans DeepData avec des initiatives mondiales telles que la norme Darwin Core¹⁷. Le deuxième atelier scientifique se tiendra en juin 2024. Il a pour objectif l'élaboration d'une méthode scientifique de détermination des principaux taxons des grands fonds à prendre en compte dans les évaluations d'impact sur l'environnement et les programmes de surveillance¹⁸.

13. Pour faire connaître les réalisations obtenues pendant la première année de l'Initiative et obtenir un soutien pour que celle-ci se poursuive, le Secrétariat a organisé une manifestation parallèle lors de la vingt-huitième session du Conseil. En outre, les effets positifs de l'Initiative sur l'environnement à l'échelle mondiale ont été soulignés lors de la cinquantième session annuelle du Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin, tenue à Kingston en septembre 2023¹⁹. Le rôle de l'Autorité dans la promotion des synergies avec les initiatives existantes et nouvelles, ainsi que l'importance de la base de données DeepData, ont ainsi été mis en évidence.

14. Afin de renforcer les capacités scientifiques, et avec l'appui de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer et le Gouvernement français, le Secrétariat a mis en place une bourse d'études sur la taxinomie des grands fonds marins destinée à un expert d'un pays en développement. L'experte indienne récipiendaire a terminé ses descriptions taxinomiques en février 2024 et a mis au point des techniques novatrices pour l'identification des espèces. Ces travaux auront pour résultat la parution de trois publications scientifiques.

15. En outre, le Secrétariat participera à des initiatives mondiales, notamment le quatrième Dialogue mondial avec les organisations des mers régionales et les organismes régionaux de gestion des pêches organisé dans le cadre de l'Initiative pour un océan durable par le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement et qui se tiendra à Séoul en juin 2024²⁰. Il participera également à la vingt-sixième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques de la

¹⁴ Le National Museum of Natural History, Smithsonian Institution ; l'université de Lodz ; l'Université nationale de Singapour ; Museums Victoria ; le Biology Centre of the Upper Austria Landes-Kultur GmbH ; Le Deuxième Institut océanographique du Ministère chinois des ressources naturelles ; l'Université Complutense de Madrid ; l'université du Cap.

¹⁵ Voir www.isa.org.jm/news/isa-and-worms-release-a-species-checklist-for-the-clarion-clipperton-zone-in-celebration-of-the-one-year-anniversary-of-the-sustainable-seabed-knowledge-initiative/.

¹⁶ Voir www.isa.org.jm/events/workshop-on-enhancing-biological-data-sharing-to-advance-deep-sea-taxonomy/.

¹⁷ Voir <https://dwc.tdwg.org/>.

¹⁸ Voir www.isa.org.jm/events/workshop-on-the-development-of-a-scientific-approach-to-identifying-key-deep-sea-taxa-in-support-of-the-protection-of-the-marine-environment-in-the-area/.

¹⁹ Voir www.isa.org.jm/news/gesamp-concludes-its-50th-annual-session-held-at-isa-headquarters/.

²⁰ Voir www.cbd.int/marine/soi/soi-gd4.png.

Convention sur la diversité biologique, à Nairobi, en mai 2024. Lors de ces réunions, il mettra en avant les contributions de l'Autorité au Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal et soulignera les effets bénéfiques que pourrait avoir la mise en œuvre du plan d'action pour la recherche scientifique marine en ce qui concerne l'accord sur la diversité biologique des zones ne relevant pas de la juridiction nationale adopté en 2023.

C. Priorité stratégique 3 : favoriser le développement des techniques aux fins des activités menées dans la Zone, y compris les activités d'observation et de surveillance de l'océan

16. Pour appliquer cette priorité stratégique, le Secrétariat se tient au courant des techniques innovantes mises au point. Il a fait avancer l'évaluation des techniques par l'Autorité et constaté que des progrès devaient encore être faits dans les cinq domaines prioritaires suivants : l'observation de l'océan et la communication ; la surveillance ; l'autonomie, l'automatisation et la robotique ; l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle ; l'exploitation minière, l'énergie et la transformation des métaux. En outre, il met en place des initiatives de renforcement des capacités et facilite la coopération internationale afin que tous les États disposent des outils dont ils ont besoin pour prendre part à des activités dans la Zone, remplissant ainsi sa mission en matière de transfert de techniques aux États en développement²¹.

17. En avril 2024, le Secrétariat a organisé un atelier sur l'exploitation des techniques avancées pour la protection et l'utilisation durable de la zone internationale des fonds marins, en collaboration avec l'Institute for Systems and Computer Engineering, Technology and Science (Portugal)²². L'Institut coordonne le projet Horizon de l'Union européenne²³, qui vise à la mise au point d'un outil d'évaluation des impacts fondé sur les technologies en vue d'une exploration et d'une exploitation minière durables et transparentes des grands fonds marins (appelé « TRIDENT »)²⁴. Le Secrétariat siège à son conseil consultatif. L'atelier s'est tenu à Porto (Portugal) et a réuni plus de 120 participants, dont des représentants des gouvernements de 29 pays, des membres de la Commission juridique et technique et des contractants. Les intervenants y ont passé en revue les meilleures pratiques et les innovations en matière d'observation, de surveillance, d'exploration et d'exploitation des grands fonds marins et y ont traité de ce qui devait être fait dans le domaine du renforcement des capacités pour que tous les pays puissent bénéficier de l'innovation technologique.

18. Afin de faciliter les préparatifs de l'atelier, un expert brésilien affilié à l'Institut a été envoyé au Secrétariat de mars à avril 2024. Ce jeune ingénieur a procédé à une vaste compilation de données pendant cette période, au cours de laquelle il a cartographié plus de 300 capteurs de différents secteurs. Ses travaux ont guidé la discussion qui a eu lieu lors de l'atelier de cadrage.

19. En mai 2024, le Secrétariat participera en ligne à la réunion annuelle de la Stratégie d'observation de l'océan profond, en tant que membre du conseil consultatif de celle-ci. Les lacunes et les solutions recensées par la communauté des observateurs de l'océan serviront de base aux discussions sur le cadre coordonné qu'il faudrait

²¹ [Convention des Nations Unies sur le droit de la mer](#), art. 144.

²² Voir www.isa.org.jm/events/expert-scoping-workshop-on-charting-future-horizons-harnessing-advanced-technologies-for-the-protection-and-sustainable-use-of-the-international-seabed-area/.

²³ Voir www.h2020.md/en/horizon-cl4-2022-resilience-01-digitised-resource-efficient-and-resilient-industry-2022-single-stage.

²⁴ Voir <https://deepseatrident.eu>.

mettre en place sous l'égide de l'Autorité pour développer les programmes d'observation à long terme de l'océan profond.

D. Priorité stratégique 4 : faire progresser la connaissance scientifique et la compréhension de l'impact potentiel des activités menées dans la Zone

20. L'évaluation de l'impact potentiel des activités menées dans la Zone est cruciale pour l'Autorité. Elle en a besoin pour s'acquitter des missions de protection du milieu marin et de prévention des dommages à la flore et à la faune marines qui lui sont confiées dans la Convention et l'Accord de 1994²⁵.

21. La priorité stratégique 4 suppose notamment l'évaluation des interactions que d'autres industries peuvent avoir avec les activités menées dans la Zone. Pendant la période considérée, le Secrétariat a publié une étude technique sur les interactions entre la pêche et les activités liées aux ressources minérales dans les zones ne relevant pas de la juridiction nationale²⁶. Les auteurs de cette étude ont conclu que les conflits spatiaux directs entre la pêche et l'exploitation de ressources minérales seraient probablement peu fréquents et gérables, tout en reconnaissant qu'il faudrait poursuivre les travaux de recherche sur le sujet. Pour renforcer la coordination intersectorielle de la gestion des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, le Conseil a approuvé la conclusion d'un mémorandum d'accord avec la FAO lors de la première partie de sa vingt-neuvième session²⁷. La coopération portera notamment sur le partage de données non confidentielles sur les grands fonds marins et l'échange de bonnes pratiques en ce qui concerne les approches scientifiques de la gestion durable des activités²⁸.

22. Au cours de la période considérée, le Secrétariat a facilité la poursuite de l'élaboration de méthodes et d'outils scientifiques applicables aux évaluations des impacts cumulés. Des modèles mathématiques qualitatifs ont été examinés lors des ateliers sur les plans régionaux de gestion de l'environnement pour les régions prioritaires de la Zone en collaboration avec l'Organisation de recherche scientifique et industrielle du Commonwealth. Ces travaux de longue haleine permettront de faire progresser la compréhension des impacts cumulés des futures activités d'exploitation et d'autres facteurs de stress sur différentes composantes des écosystèmes.

23. En outre, le Secrétariat a contribué à la rédaction d'un document de cadrage qui a été utilisé pour l'élaboration de l'appel conjoint pour l'étude des aspects écologiques de l'exploitation minière des grands fonds marins lancé par l'Initiative de programmation conjointe pour des mers et des océans sains et productifs (JPI Oceans) en octobre 2023²⁹. Il a insisté sur le fait que toute activité de recherche devrait faciliter les synergies et être en accord avec les priorités stratégiques définies dans le plan d'action pour la recherche scientifique marine. Il a souligné par ailleurs qu'il serait bon d'éviter les chevauchements entre les recherches facilitées par JPI Oceans et les activités actuellement menées sous la direction de l'Autorité.

24. Le Secrétariat a continué de tenir son rôle au sein du conseil consultatif du projet intitulé « Exploitation des fonds marins et résilience à l'impact expérimental » (Seabed Mining and Resilience to Experimental Impact), financé par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Lors de la réunion annuelle tenue en ligne en octobre 2023, les experts ont débattu des

²⁵ [Convention des Nations Unies sur le droit de la mer](#), art. 145.

²⁶ Voir www.isa.org.jm/wp-content/uploads/2023/07/ISA_Technical-Study_33.pdf.

²⁷ ISBA/29/C/9, par. 25.

²⁸ Voir ISBA/29/C/2.

²⁹ Voir <https://jpi-oceans.eu/en/announcement-new-jpi-oceans-joint-call-ecological-aspects-deep-sea-mining>.

résultats qui devraient dicter les mesures à prendre en faveur des écosystèmes des grands fonds marins face aux perturbations généralisées.

25. À l'invitation du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, comme suite au paragraphe 388 de la résolution 77/248 de l'Assemblée générale, le Secrétariat de l'Autorité a participé à la rédaction d'une publication sur la gestion de l'information géospatiale marine en faveur d'une gouvernance durable de l'océan. Le document répertoriera les initiatives de collecte de données géospatiales marines menées dans le monde, le but étant de recenser les « déserts de données » potentiels. DeepData sera présenté comme un système de gestion de données spatiales fondé sur Internet et un point d'entrée unique pour les données relatives aux grands fonds marins.

E. Priorité stratégique 5 : favoriser la diffusion, l'échange et le partage des données scientifiques et des résultats de recherches sur les grands fonds marins et améliorer la connaissance des grands fonds marins

26. Le partage de données non confidentielles, selon le principe « FAIR » (les données devant être faciles à trouver, accessibles, interopérables et réutilisables), et la diffusion d'informations sont essentiels pour faire progresser la connaissance des grands fonds marins et éclairer l'élaboration de politiques. Le lancement de la base de données DeepData en 2019 répond à cette responsabilité. DeepData est devenu un point d'entrée unique pour toutes les données environnementales recueillies dans la Zone³⁰. En avril 2024, elle était consultée par 5 580 personnes par mois en moyenne.

27. Lors de la seconde partie de sa vingt-huitième session, la Commission juridique et technique a approuvé une feuille de route stratégique pour la gestion des données pour la période 2023-2028. Le Conseil s'est félicité des progrès considérables accomplis³¹. L'objectif de la feuille de route est de faire en sorte que les décisions prises le soient sur la base des données les plus sûres dont on puisse disposer et que, grâce à une augmentation de la quantité et de la qualité des données, la recherche scientifique marine puisse progresser tout en donnant des moyens d'agir aux États en développement. Par la suite, pendant la première partie de sa vingt-neuvième session, la Commission a approuvé le plan de travail pour la mise en œuvre de cette feuille de route³².

28. La poursuite de l'amélioration de la quantité et de la qualité des données est une priorité à court terme. Pour faciliter le processus, le Secrétariat a mis en place des séances de formation individuelles à la gestion des données à l'intention des contractants, à Kingston. Depuis mai 2024, quatre contractants ont participé à la formation pratique, ce qui a donné lieu à un examen des données qu'ils soumettent à l'Autorité.

29. Les partenariats stratégiques sont essentiels pour améliorer la qualité des données et démultiplier l'utilisation publique de DeepData. Le Secrétariat a poursuivi son partenariat avec le Système d'informations sur la biodiversité de l'océan. À ce jour, le Système contient 99 jeux de données sur 456 espèces couvrant la période de 2004 à 2021³³. Le Secrétariat travaille également avec le bureau de projet de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO pour l'Échange

³⁰ Voir <https://data.isa.org/jm/isa/map/>.

³¹ ISBA/28/C/27, par. 17.

³² Voir https://lrc.isa.org/jm/wp-content/uploads/2024/02/ISBA_29_LTC_CRP.6.pdf.

³³ Voir <https://obis.org/node/9d2d95be-32eb-4d81-8911-32cb8bc641c8>.

international des données et de l'information océanographiques en vue de l'intégration des données océanographiques dans Ocean Infohub³⁴.

30. Pendant la période considérée, six contractants³⁵ de plus ont, de leur propre chef, communiqué leurs données bathymétriques (un total de 92,9 gigaoctets) pour l'initiative « Area 2030 ». Le Secrétariat a créé cette initiative avec l'Organisation hydrographique internationale afin d'accélérer la cartographie des fonds marins³⁶. Les données, recueillies à une haute résolution sans précédent (100 mètres), contribuent de manière importante aux efforts faits à l'échelle mondiale dans le cadre d'initiatives telles que la Carte générale bathymétrique des océans du projet « Seabed 2030 »³⁷.

31. En outre, le Secrétariat a fait progresser la connaissance des grands fonds marins en créant « Deep Dive », une plateforme d'apprentissage en ligne spécialement conçue pour faire découvrir tous les éléments du cadre juridique régissant les activités dans la Zone³⁸. Dans ce cours, des experts de renommée internationale donnent des conférences sur les aspects scientifiques et techniques des activités menées dans la Zone. À ce jour, 50 élèves ont obtenu le certificat Deep Dive. La connaissance des grands fonds marins est également stimulée chez les jeunes enfants par des outils tels qu'un livre de coloriage numérique sur la recherche et la protection de l'environnement dans les grands fonds³⁹. Enfin, deux concours artistiques sur le thème « Beneath the surface: unveiling hidden realms » (Sous la surface : à la découverte d'un univers caché) ont été lancés pour mobiliser les jeunes à l'occasion de la Journée mondiale de l'océan⁴⁰.

F. Priorité stratégique 6 : renforcer les capacités des membres de l'Autorité, en particulier des États en développement, en matière de recherche scientifique sur les grands fonds marins

32. Le Secrétariat continue de concevoir, de faciliter et d'exécuter divers programmes de formation adaptés aux besoins des États en développement et alignés sur les objectifs de la stratégie de renforcement des capacités définie par l'Autorité⁴¹. Pendant la période considérée, des activités de formation d'experts ont été menées en interne, en collaboration avec des contractants, ainsi que dans le cadre des centres de recherche conjoints.

33. Deux expertes, de la République-Unie de Tanzanie et du Népal, ont été envoyées à Kingston de février à avril 2024 dans le cadre du projet mené conjointement par l'Autorité et la Banque de technologies pour les pays les moins avancés. Les projets pilotes, qui portaient sur le cycle du lithium et la radioactivité potentielle des nodules de manganèse, ont donné lieu à des travaux qui seront utilisés pour l'élaboration de support de connaissances.

34. Pendant la période considérée, 13 possibilités de formation ont été offertes à des candidats et candidates des pays en développement dans le cadre du programme de formation des contractants. Les stages ont été proposés par 19 contractants au titre de 26 contrats relatifs à l'exploration. Plus de la moitié des possibilités impliquaient une

³⁴ Voir <https://oceaninfohub.org>.

³⁵ La Cook Islands Investment Corporation, le Gouvernement de la République de Corée, Loke Marine Minerals, Marawa Research and Exploration Ltd., Nauru Ocean Resources Inc. Et Tonga Offshore Mining Limited.

³⁶ Voir www.isa.org.jm/area-2030/.

³⁷ Voir <https://seabed2030.org>.

³⁸ Voir www.isa.org.jm/deep-dive/.

³⁹ Voir www.isa.org.jm/isa-wakatoon/.

⁴⁰ Voir www.isa.org.jm/news/isa-launches-two-art-competitions-on-the-theme-beneath-the-surface-unveiling-hidden-realms/.

⁴¹ Voir ISBA/27/A/5.

formation en mer ; 59 % des stages ont été proposés à des femmes et 37 % à des experts des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement.

35. En octobre 2023, le Centre de formation et de recherche conjoint Autorité internationale des fonds marins-Chine, qui se trouve à Qingdao (Chine), a organisé un atelier de deux semaines sur les sciences et techniques marines⁴². Il s'agissait du deuxième atelier sur cette question organisé par le Centre. Cette activité a réuni 25 participants de 21 pays en développement, dont 3 participants de petits États insulaires en développement et 6 de pays parmi les moins avancés. Dans le cadre du Centre de formation et de recherche conjoint Autorité internationale des fonds marins-Égypte établi par le mémorandum d'accord conclu entre l'Autorité et l'Institut national d'océanographie et de pêche d'Égypte⁴³, un premier cours de formation sur les évaluations d'impact sur l'environnement devrait se tenir en septembre 2024⁴⁴.

36. L'avancement des femmes reste au cœur de la priorité stratégique 6. Dans le cadre du projet « Women in Deep-Sea Research » (Participation des femmes aux activités de recherche sur les grands fonds marins) de l'Autorité, 10 contractants de plus se sont engagés à attribuer 50 % de leurs possibilités de formation à des candidates qualifiées⁴⁵. En outre, dans le cadre du programme mondial de mentorat « See Her Exceed » de l'Autorité, qui soutient les expertes des pays en développement, le Secrétariat a réussi à mettre des mentorées en relation avec huit mentors, qui s'emploient à stimuler le développement personnel, professionnel et scientifique de celles-ci lors de séances qui se tiennent en ligne⁴⁶.

III. Collaboration et mobilisation des ressources

37. Pendant la période considérée, le Secrétariat a participé à trois réunions internationales afin de sensibiliser l'opinion ainsi que d'intéresser de nouveaux partenaires et d'obtenir des ressources supplémentaires en vue d'accélérer la mise en œuvre du plan d'action.

38. En septembre 2023, le Secrétaire général de l'Autorité a lancé un appel à l'action lors d'une manifestation organisée en marge du Sommet sur les objectifs de développement durable, à New York, plaidant pour une accélération de l'investissement dans les sciences et les techniques applicables aux grands fonds marins⁴⁷. Sept États membres ont signé l'appel au cours de cette manifestation, suivis, plus tard, par plusieurs autres, dont un pays en développement, un pays parmi les moins avancés et quatre petits États insulaires en développement⁴⁸.

39. En avril 2024, le Secrétariat a participé à la Conférence de la Décennie de l'océan, où il a réaffirmé l'engagement de l'Autorité à mettre en œuvre le plan d'action lors de trois manifestations parallèles organisées avec trois États membres et huit partenaires internationaux⁴⁹. La première manifestation a mis en évidence le rôle essentiel des sciences dans la gestion avisée de la Zone. La deuxième manifestation,

⁴² Voir www.isa.org.jm/capacity-development-training-and-technical-assistance/isa-china-joint-training-and-research-centre/.

⁴³ ISBA/28/A/18, par. 49.

⁴⁴ Voir ISBA/28/A/13.

⁴⁵ Voir www.isa.org.jm/capacity-development-training-and-technical-assistance/widsr-project/.

⁴⁶ Voir www.isa.org.jm/widsr-mentoring-programme-2/.

⁴⁷ Voir www.isa.org.jm/news/global-call-to-action-for-accelerating-progress-under-the-2030-agenda-through-deep-sea-research-technology-and-innovation-launched-at-the-sdgs-summit-high-level-event-co-organized-by-bangladesh-arge/.

⁴⁸ Argentine, Nauru, Îles Cook, Tonga, Malte, Norvège, Singapour, Bangladesh, Italie et Maurice.

⁴⁹ Voir www.isa.org.jm/news/isa-concludes-engagement-at-the-2024-ocean-decade-conference-with-renewed-support-and-commitment-towards-its-msr-action-plan-in-support-of-the-un-decade-of-ocean-science/.

mise sur pied avec quatre partenaires⁵⁰, portait sur l'exploitation des données du secteur privé pour accroître les données océaniques. Le Secrétariat a présenté DeepData comme un bon exemple de partenariat public-privé réussi. La troisième manifestation, organisée avec trois partenaires⁵¹, a été l'occasion de mettre en lumière les actions concrètes suscitées par l'Autorité en faveur de l'avancement des femmes dans les sciences et techniques applicables aux grands fonds marins. Les mesures d'ordre structurel y sont apparues comme essentielles à tout progrès futur.

40. En mai 2024, le Secrétariat participera à la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, à Antigua-et-Barbuda, et organisera deux manifestations parallèles. La première portera sur la mise à profit des partenariats pour favoriser l'avancement et le leadership des femmes dans la recherche sur les grands fonds marins à l'appui d'une gouvernance durable de l'océan. Il s'agira de présenter des actions concrètes mises en place pour renforcer la participation des femmes des petits États insulaires en développement et des pays les moins avancés à la recherche scientifique marine, ainsi que les partenariats qui seront établis dans ce sens. La deuxième manifestation aura pour thème l'exploitation des connaissances, de la technologie, de l'innovation et des capacités des petits États insulaires en développement pour faire progresser la recherche sur les grands fonds marins au profit de l'humanité. Elle sera l'occasion de mettre en lumière les 30 années d'expérience acquises par l'Autorité dans le domaine de la protection de l'environnement au-delà de la juridiction nationale, grâce à des cadres réglementaires rigoureux fondés sur l'approche de précaution et la transparence. Elle sera également l'occasion de présenter des initiatives phares en matière de renforcement des capacités, comme l'Initiative Abysses pour une croissance bleue.

41. La mise en œuvre du plan d'action a pu s'accélérer grâce à des projets et initiatives lancés dans le cadre du Fonds de partenariat de l'Autorité⁵². Ce fonds multidonateurs, créé en 2022, vise à promouvoir la recherche scientifique marine et à contribuer aux programmes et activités de renforcement des capacités⁵³. Cinq projets ont bénéficié d'un soutien financier du Conseil d'administration du partenariat. Leurs objectifs étaient les suivants : la création d'une académie diplomatique des grands fonds marins pour les diplomates africains ; la mise au point d'une plateforme de visualisation des données relatives à la Zone au profit de l'humanité ; l'amélioration des connaissances des experts africains en matière de recherche sur les grands fonds marins par la création du Centre de formation et de recherche conjoint Autorité internationale des fonds marins-Égypte ; la promotion de la recherche sur les grands fonds marins dans l'océan Indien afin de faire progresser les connaissances et la compréhension pour l'exploration des ressources minérales marines ; la promotion de l'économie bleue dans les Caraïbes par l'intermédiaire du Centre d'excellence pour l'océanographie et l'économie bleue.

IV. Prochaines étapes

42. Pour dresser le bilan de ce qui a été accompli pour faire progresser les connaissances scientifiques sur les grands fonds marins, le Secrétaire général a commandé un rapport sur les contributions apportées par l'Autorité à la réalisation des objectifs scientifiques de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable. Ce rapport est en cours d'élaboration, en collaboration avec le National Oceanography Centre et le Royaume-Uni, et un groupe

⁵⁰ Le groupe de travail sur les données privées de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, le Pacte mondial des Nations Unies, Fugro et HUB Ocean.

⁵¹ L'Université maritime mondiale, l'Institut mondial de l'océan UMM-Sasakawa et l'Organisation hydrographique internationale.

⁵² Voir www.isa.org.jm/isa-partnership-fund/.

⁵³ Voir [ISBA/ST/SGB/2022/1](https://www.isa.org.jm/isa-partnership-fund/).

de 16 experts donnera à cet effet des avis stratégiques⁵⁴. Dix entretiens sont également en cours dans le cadre de ce processus. Le rapport sera publié dans le courant de l'année 2024 et ses conclusions nourriront les travaux de la prochaine ère des recherches sur les grands fonds marins.

V. Recommandations

43. L'Assemblée est invitée à :

a) **Prendre note des informations communiquées dans le présent rapport ;**

b) **Demander au Secrétaire général de continuer de s'efforcer de mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre et à l'intensification de la mise en œuvre des priorités stratégiques en matière de recherche définies dans le plan d'action pour la recherche scientifique marine ;**

c) **Engager tous les États membres de l'Autorité, les autres États, les organisations internationales concernées, les institutions universitaires, les instituts scientifiques et techniques, les organisations philanthropiques, les entreprises et les particuliers à contribuer à la mise en œuvre du plan d'action pour la recherche scientifique marine.**

⁵⁴ Tomasz Abramowski, directeur, Interoceanmetal Joint Organization (Pologne) ; Natalia Amezcua, directrice adjointe de la recherche, Service géologique mexicain (Mexique) ; Rima Brown, responsable de la gestion des connaissances, Seabed Minerals Authority (Îles Cook) ; Georgy Cherkashov, directeur général, Institut de géologie et des ressources minérales de l'océan (Fédération de Russie) ; Suzan M. El-Gharabawy, vice-présidente, Institut national de l'océanographie et de la pêche (Égypte) ; Hank Hedge, géologue principal, Division des mines et de la géologie, Ministère des transports et de l'exploitation minière (Jamaïque) ; Federica Irene Falomi, spécialiste des affaires économiques, Banque de technologies pour les pays les moins avancés ; Pedro Madureira, université d'Évora (Portugal) ; John Astony Mataro, géologue principal, Mining Commission (République-Unie de Tanzanie) ; Sandip Mukhopadhy, scientifique, Division des sciences et technologies océaniques, Ministère des sciences de la terre (Inde) ; Sai Navoti, chef du Groupe des petits États insulaires en développement, Département des affaires économiques et sociales, Organisation des Nations Unies ; Marzia Rovere, chercheuse principale, Conseil national de la recherche (Italie) ; Katy Soapi, coordonnatrice, Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques, Secrétariat de la Communauté du Pacifique (Fidji) ; Samantha Smith, présidente de l'International Marine Minerals Society (Canada) ; Joshua Tuhumwire, consultant indépendant et membre de la Commission juridique et technique (Ouganda) ; Gao Xiang, directeur exécutif du Centre de formation et de recherche conjoint Autorité internationale des fonds marins-Chine (Chine).